

→ **SPN DBEC** pour info - M. Camelot 04/04

REPUBLIQUE FRANCAISE

Bordeaux, le 04/04/2018

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE BORDEAUX**

9 rue Tastet

CS 21490

33063 BORDEAUX CEDEX

Téléphone : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05.56.24.39.03

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
9h00 à 16h00

Dossier n° : 1800972

(à rappeler dans toutes correspondances)

ASSOCIATION SEPANSO DORDOGNE c/
PREFECTURE DE LA DORDOGNE

1800972

M. le Préfet

PREFECTURE DE LA GIRONDE

2 esplanade Charles de Gaulle

CS 41397

33077 BORDEAUX CEDEX

NOTIFICATION D'UNE ORDONNANCE AUTRE RÉFÉRÉ

M. le Préfet,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie de l'ordonnance en date du 03/04/2018 rendue par le juge des référés, dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

Je vous rappelle qu'aux termes de l'article R.751-4-1 du code de justice administrative, la notification de la décision par le moyen de l'application Télérecours aux administrations de l'Etat, aux personnes morales de droit public et aux organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public qui y sont inscrits est réputée reçue à la date de première consultation de la décision, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition de la décision dans l'application, à l'issue de ce délai. Cette notification ne fait pas obstacle à votre droit de demander ultérieurement la délivrance d'une expédition de la décision, en application de l'article R. 751-7.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, M. le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation le greffier,

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE BORDEAUX**

N°1800972

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Association SEPANSO
Association de défense de la vallée de la
Dordogne Saint-Vincent-de-Cosse-Beynac-Vezac
(ASVD)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Bertrand Riou
Juge des référés

Le juge des référés

Audience du 30 mars 2018
Ordonnance du 3 avril 2018

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 12 mars 2018 et un mémoire complémentaire enregistré le 30 mars 2018, la fédération régionale des sociétés pour l'étude, la protection, l'aménagement de la nature dans le sud-ouest, section Dordogne (SEPANSO Dordogne) et l'association de défense de la vallée de la Dordogne Saint-Vincent-de-Cosse-Beynac-Vezac (ASVD), représentées par Me Jean Philippe Maginot, demandent au juge des référés, saisi sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

1°) d'ordonner la suspension de l'exécution de l'arrêté de la préfète de la Dordogne en date du 29 janvier 2018 portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les travaux du contournement du bourg de Beynac-et-Cazenac sur le territoire des communes de Castelnaud-la-Chapelle, Vézac et Saint-Vincent-de-Cosse ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat et du département de la Dordogne chacune la somme de 2500 euros à verser à chacune des requérantes sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Elles soutiennent que :

- elles sont bien recevables à agir dès lors que l'arrêté de la préfète de la Dordogne porte directement atteinte aux intérêts qu'elles ont pour objet de défendre ; par ailleurs le président de la SEPANSO Dordogne était bien habilité par une délibération du conseil d'administration de l'association du 31 janvier 2017 et le président de l'ASVD par une délibération du 16 février

2018 alors qu'au demeurant concernant la SEPANSO la délibération est superfétatoire eu égard à l'article 12 des statuts de l'association ; ainsi les pouvoirs donnés à M. André et à M. d'Eaubonne sont réguliers ;

- le conseil départemental de la Dordogne ayant commencé l'exécution des travaux autorisés par l'arrêté incriminé, notamment de défrichement, d'ailleurs en méconnaissance de certaines prescriptions dudit arrêté, il y a urgence à suspendre l'exécution de cette décision s'agissant de travaux difficilement réversibles ; l'argument selon lequel le prétendu caractère d'intérêt général du projet ferait échec à la condition d'urgence est inopérant ; le département de la Dordogne n'est pas plus fondé à faire état d'un « intérêt général majeur » et à invoquer l'urgence à réaliser les travaux pour des motifs de sécurité et prétendues difficultés de circulation, ni d'un risque lié à la falaise ;

- il existe des moyens de nature à créer un doute sérieux sur la légalité de la décision attaquée : l'étude d'impact se révèle insuffisante quant à la description non actualisée de l'état initial de la traversée routière du village de Beynac à l'origine du projet litigieux, méconnaissant les dispositions de l'article R. 122-8 du code de l'environnement, alors que les solutions alternatives au projet, qui étaient de nature à éviter les atteintes à l'environnement et aux paysages, n'ont pas fait l'objet d'analyses sérieuses et tandis que la description de l'état du trafic routier présentée au public est erronée, méconnaissant ainsi les dispositions de l'article R. 122-5 du code précité, et que l'étude des conséquences du projet sur les espèces piscicoles, sur le paysage et le patrimoine, l'atteinte aux monuments historique est également insuffisante ; l'enquête publique s'est révélée lacunaire en méconnaissance des articles L. 123-1 et L. 123-13 du code de l'environnement dès lors que des documents sur lesquels la commission d'enquête s'est appuyée n'ont pas été portés à la connaissance du public tandis que des manœuvres ont été entreprises par le porteur de projet, avant et pendant l'enquête, ayant pour effet de tromper le public ; les conclusions de la commission d'enquête publique sont insuffisantes en violation de l'article R. 123-19 du code de l'environnement dès lors que cette dernière fonde son avis sur des pièces ne figurant pas au dossier d'enquête publique et non portées à la connaissance du public et ainsi ladite commission d'enquête a commis une erreur d'appréciation et entaché son rapport d'irrégularité ; il n'existe pas d'intérêt public majeur justifiant une dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats en violation des dispositions de l'article L. 411-2 4° du code de l'environnement alors que la commune de Beynac a procédé à d'importants travaux d'aménagement de la traversée de son bourg, que les modifications par le maître d'ouvrage des caractéristiques du projet de contournement déclaré d'utilité publique font perdre, par eux même, toute utilité publique majeure à l'aménagement en litige, que l'argument du maître d'ouvrage et de l'autorité administrative tiré de prétendus « problèmes de sécurité » est mal fondé et que l'argument touristique ne repose sur aucune donnée objective dans le dossier du porteur de projet et est tout aussi infondé ; les mesures prises pour limiter le bruit des aménagements et de l'infrastructure sont insuffisantes en méconnaissance des articles R. 122-5 et R. 571-44 du code de l'environnement ;

Par un mémoire en défense, enregistré le 29 mars 2018, la préfète de la Dordogne conclut au rejet de la requête ;

Elle fait valoir que :

- la réalisation du projet qui relève d'une utilité publique avérée a été engagée en intégrant d'emblée la prise en compte des enjeux environnementaux portés par les requérantes, il y a donc lieu de réfuter l'urgence que les requérantes évoquent à suspendre l'autorisation environnementale en cause ;

- il n'existe pas de moyen de nature à créer un doute sérieux sur la légalité de la décision incriminée : concernant la prétendue insuffisance de l'étude d'impact les dispositions de l'article R. 122-8 du code de l'environnement sont respectées et en particulier pour ce qui concerne l'actualisation de l'étude d'impact requise par l'autorisation unique environnementale, pour ce qui concerne l'insuffisance de la description de l'état initial exigée à l'article R. 122-8 la troisième partie de l'étude est abondamment consacrée à la description de l'état initial, pour ce qui concerne l'actualisation de l'étude quant aux aménagements effectués dans la traversée de Beynac le chapitre 3.12.4 y est consacré, pour ce qui concerne l'actualisation quant à l'étude du trafic routier il s'agit du chapitre de l'étude d'impact intitulé « trafic et sécurité », s'agissant des impacts sur les espèces piscicoles le porteur du projet a fait réaliser par la Maison de l'eau et de la pêche de la Corrèze trois études alors que le dossier destiné au Conseil national de la protection de la nature décrit en ses pages 101 à 119 l'état initial des espèces, s'agissant de la description des effets sur le paysage l'étude d'impact détaille dans les pages 30 à 33 de son chapitre 2.2.9 les modalités d'intégration du projet dans le paysage ; il n'y a pas d'insuffisance du dossier d'enquête publique au regard des dispositions de l'article R. 122-5 du code de l'environnement tandis que la commission d'enquête disposait bien de l'ensemble des éléments ayant trait à la procédure « autorisation environnementale unique » pour donner son avis ; le projet, de par les objectifs poursuivis de sécurité et de fluidification du trafic, présente bien les caractéristiques d'un intérêt public majeur ; des mesures sont prises pour limiter le bruit des aménagements de l'infrastructure ;

Par un mémoire en défense, enregistré le 29 mars 2018, le département de la Dordogne conclut au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge des requérantes la somme de 6 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Il fait valoir que :

- faute d'indiquer l'identité des représentants de chacune des associations requérantes et de démontrer qu'elles ont été régulièrement habilitées à ester en justice au nom de celles-ci, les recours pourront être rejetés ;

- la réalisation des travaux en cause présente un caractère d'urgence au regard de l'intérêt général majeur du projet, la voie existante inadaptée est source d'insécurité, il existe un risque d'éboulement et l'aménagement d'une « déviation piétonne » dans le bourg de Beynac n'est pas de nature à remettre en cause l'urgence des travaux et encore moins leur nécessité ; la requête en référé pourra donc être rejetée pour défaut d'urgence à suspendre l'exécution de l'arrêté en cause ;

- aucun des moyens soulevés par les requérantes n'est de nature à créer un doute sérieux sur la légalité de la décision critiquée : l'étude d'impact était suffisante tant concernant la description de l'état initial de la traversée du bourg de Beynac, la description de l'état du trafic routier, les projections de trafic, les impacts sur les espèces piscicoles, sur le paysage et les sites ; la procédure d'enquête publique a été régulière et les conclusions de la commission d'enquête publique ont un caractère suffisant ; au plan de la légalité interne de l'arrêté critiqué, l'intérêt public majeur du projet, tant au plan socio-économique qu'au plan de la sécurité publique, justifie une dérogation à l'interdiction de destructions d'espèces protégées et de leurs habitats en l'absence de solution alternative alors que des mesures sont prises pour éviter, réduire et compenser les impacts aux espèces protégées et que la modification apportée au projet, de nature réduite, n'est pas de nature à lui faire perdre son caractère d'utilité publique, enfin les mesures prises pour limiter le bruit sont adaptées au projet et suffisantes.

Vu :

- la requête au fond n° 1800970 par laquelle l'association SEPANSO Dordogne et l'Association de défense de la vallée de la Dordogne Saint-Vincent-de-Cosse-Beynac-Vezac (ASVD) demandent l'annulation de la décision attaquée ;
- les autres pièces du dossier.

Vu :

- la directive 92/43 CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages ;
- l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation uniques pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ;
- le décret n°2014-751 du 1^{er} juillet 2014 d'application de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ;
- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné M. Riou en application de l'article L. 511-2 du code de justice administrative pour statuer sur les demandes de référé.

Les parties ayant été convoquées à l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique du 30 mars 2018 à 10 h00 :

- le rapport de M. Riou, juge des référés,
- les observations de Me Maginot pour les associations requérantes.
- les observations de M. Fauchet pour la préfète de la Dordogne,
- les observations de Me Heymans pour le département de la Dordogne,

Après avoir prononcé, à l'issue de l'audience, la clôture de l'instruction.

1. Considérant que le 29 janvier 2018, la préfète de la Dordogne a pris un arrêté portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les travaux du contournement du bourg de Beynac-et-Cazenac sur le territoire des communes de Castelnau-la-Chapelle, Vézac et Saint-Vincent-de-Cosse ; que, par la présente requête, la fédération régionale des sociétés pour l'étude, la protection, l'aménagement de la nature dans le sud-ouest, section Dordogne (SEPANSO Dordogne), et l'association de défense de la vallée de la Dordogne Saint-Vincent-de-Cosse-Beynac-Vezac (ASVD) demandent la suspension de l'exécution de cet arrêté ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait*

état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...) » et qu'aux termes de l'article L. 522-1 dudit code : « Le juge des référés statue au terme d'une procédure contradictoire écrite ou orale. Lorsqu'il lui est demandé de prononcer les mesures visées aux articles L. 521-1 et L. 521-2, de les modifier ou d'y mettre fin, il informe sans délai les parties de la date et de l'heure de l'audience publique (...) » ; qu'aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement dans sa rédaction antérieure à l'intervention de l'article 145 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte : « I. – A titre expérimental et pour une durée de trois ans, sont soumis aux dispositions du présent titre les projets soumis à l'autorisation prévue à l'article L. 214-3 du code de l'environnement, lorsque les installations, ouvrages, travaux et activités envisagés sont situés dans les régions Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes. / II. – Ne sont toutefois pas soumis aux dispositions du présent titre les projets d'installations, d'ouvrages, de travaux et d'activités : / - mentionnés à l'article L. 217-1 du code de l'environnement ; / - qui ne sont pas intégralement situés sur le territoire des régions mentionnées au I ; / - pour lesquels l'autorisation relevant d'autres législations vaut déjà autorisation d'installation, d'ouvrage, de travaux ou d'activité au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ; / - qui présentent un caractère temporaire et n'ont pas d'effet important et durable sur le milieu naturel et dont l'autorisation, requise en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, est délivrée sans enquête publique, en application du I de l'article L. 214-4 du même code. » ; qu'aux termes de l'article 2 : « I. – Les projets mentionnés à l'article 1^{er} sont autorisés par arrêté préfectoral, dénommé « autorisation unique » dans la présente ordonnance. / II. – Cette autorisation unique vaut : / 1° Autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, y compris pour l'autorisation de prélèvement d'eau pour l'irrigation délivrée à un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 du même code ; / 2° Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles nationales, relevant des dispositions des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement, sauf pour les constructions et travaux mentionnés aux articles L. 421-1 à L. 421-4 du code de l'urbanisme pour lesquels le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation spéciale prévue par les articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement ; / 3° Autorisation au titre des sites classés ou en instance de classement, relevant des dispositions des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement, sauf pour les constructions et travaux mentionnés aux articles L. 421-1 à L. 421-4 du code de l'urbanisme pour lesquels le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable ne peut intervenir qu'avec l'accord exprès prévu par les articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement ; / 4° Autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13 et L. 341-3 du code forestier ; / 5° Dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement. / Cette autorisation unique tient également lieu des autorisations ou dérogations mentionnées aux alinéas précédents pour l'application des autres législations lorsqu'elles sont requises à ce titre. / L'article L. 414-4 du code de l'environnement est applicable aux projets faisant l'objet d'une autorisation unique en application du présent titre. » ;

3. Considérant qu'en l'état de l'instruction aucun des moyens invoqués par la fédération des sociétés pour l'étude la protection l'aménagement de la nature dans le sud-ouest, section Dordogne (SEPANSO Dordogne) et l'association de défense de la vallée de la Dordogne Saint-Vincent-de-Cosse-Beynac-Vezac (ASVD), tels qu'exposés dans les visas de la présente ordonnance, ne paraît de nature à faire naître un doute sérieux sur la légalité de l'arrêté de la préfète de la Dordogne en date du 29 janvier 2018 portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du

code de l'environnement concernant les travaux du contournement du bourg de Beynac-et-Cazenac sur le territoire des communes de Castelnaud-la-Chapelle, Vézac et Saint-Vincent-de-Cosse ; que, par suite, l'une des deux conditions exigées par l'article L. 521-1 précité du code de justice administrative n'étant, en l'espèce, pas remplie, les conclusions à fin de suspension de cet arrêté doivent être rejetées sans qu'il y ait lieu de statuer sur la fin de non recevoir opposée en défense ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

4. Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, que le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

5. Considérant que ces dispositions font obstacle aux conclusions des requérantes tendant au versement d'une somme au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions du département de la Dordogne présentées sur ce même fondement.

ORDONNE

Article 1^{er} : La requête de la fédération des sociétés pour l'étude la protection et l'aménagement de la nature dans le sud-ouest, section Dordogne (SEPANSO Dordogne) et l'association de défense de la vallée de la Dordogne Saint-Vincent-de-Cosse-Beynac-Vezac (ASVD) est rejetée.

Article 2 : Les conclusions du département de la Dordogne présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée à la fédération des sociétés pour l'étude la protection et l'aménagement de la nature dans le sud-ouest, section Dordogne (SEPANSO Dordogne), à l'association de défense de la vallée de la Dordogne Saint-Vincent-de-Cosse-Beynac-Vezac (ASVD), à la préfète de la Dordogne et au département de la Dordogne. Copie en sera adressée pour information au préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ainsi qu'au ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire.

Fait à Bordeaux, le 3 avril 2018.

Le juge des référés

Le greffier,

B. RIOU

S. FRECHIC

La République mande et ordonne à la préfète de la Dordogne, en ce qui le concerne, et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme.
Le greffier